

LES Communs

ON EN ENTEND PARLER DE
PLUS EN PLUS, MAIS
DE QUOI S'AGIT-IL?



C'est une façon de coopérer pour gérer et préserver une ressource partagée. Elle s'affranchit de la vision de l'homme mû par ses seuls intérêts économiques et démontre que la coopération et l'altruisme peuvent conduire à l'efficacité. Elle vise à la satisfaction équitable et durable des besoins de toutes les parties prenantes. Privilégiant l'usage à l'appropriation, elle questionne les modes de propriétés privées et publiques pour promouvoir la propriété commune et remettre en cause les outils traditionnels de mesure de la richesse.

QU'EST-CE QU'UN commun?

Un commun est une forme d'organisation sociale qu'un groupe se donne pour préserver ou développer une ressource matérielle ou immatérielle. Les parties prenantes établissent et respectent les règles d'accès, d'usage et d'entretien de cette ressource. Ils se dotent aussi d'une structure communautaire reconnue pour résoudre les éventuels conflits et faire perdurer cette gestion partagée.

un collectif d'usagers



Les parties prenantes qui gère la ressource et y ont accès.

des règles évolutives



Elles organisent la vie du collectif et les modalités d'accès à la ressources.

une ressource à préserver



des savoirs, une forêt, un jardin, une bibliothèque, des semences, un puits, des canaux d'irrigation, etc.

Les Prud'homies de pêche de la côte méditerranéenne française veillent à maintenir les conditions de renouvellement des espèces tout en assurant un travail à chaque pêcheur.

● LES **Communs**

SONT DES **RESSOURCES PARTAGÉES** PAR UN GROUPE
DE PERSONNES ET QUI SONT **VULNÉRABLES AUX
DÉGRADATIONS ET AUX ENCLOSURES.**»

– CHARLOTTE HESS

Cette façon de faire ensemble concernait traditionnellement les pâturages, la pêche, les moulins à grains, les jardins, les semences, etc. Aujourd'hui, les communs trouvent un regain d'intérêt pour **deux raisons** :

1 Ils sont au cœur de l'internet, de la production et de la diffusion de nombreux biens numériques : logiciels, textes, audios, vidéos, etc.

2 Ils constituent une réaction crédible à l'appropriation et à la dégradation de notre patrimoine commun comme la biodiversité, le climat, l'air et l'eau.

Irrigation



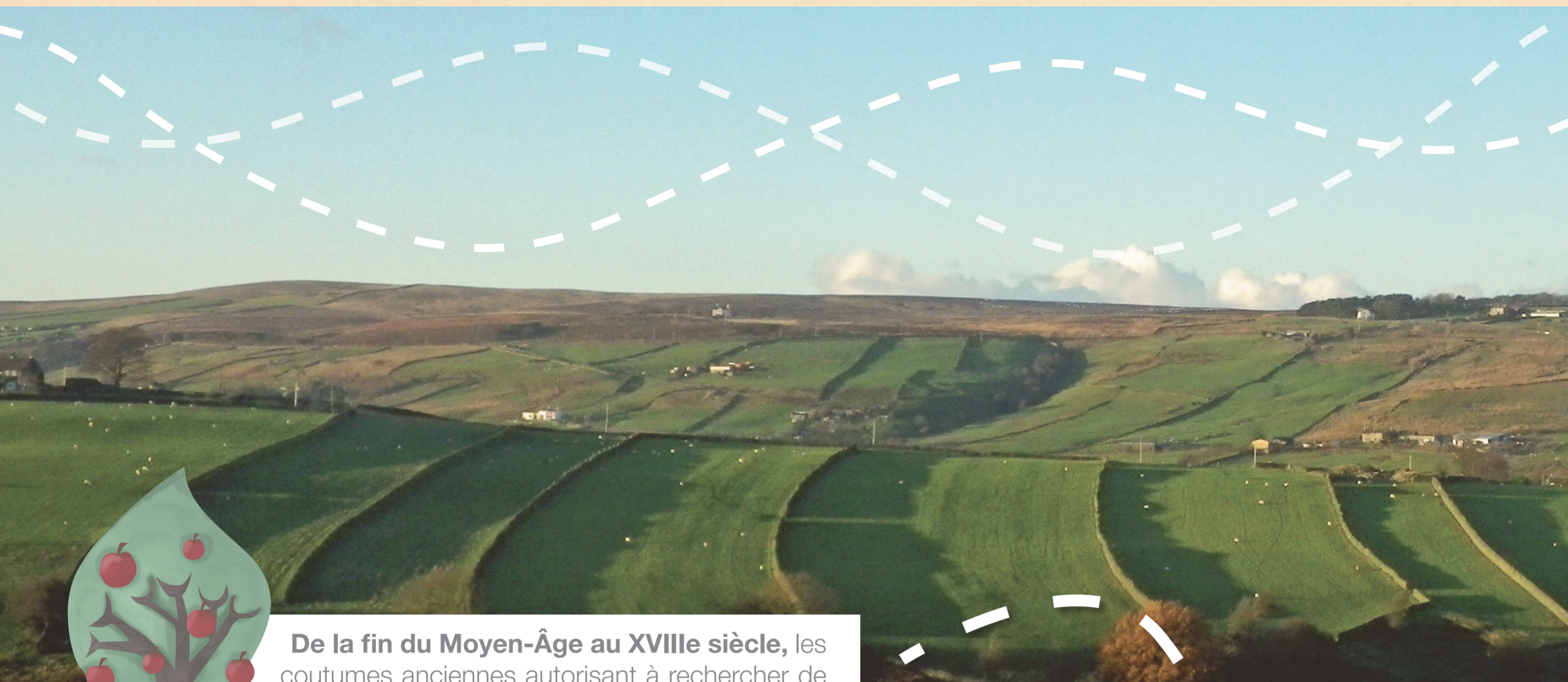
Cas typique du commun traditionnel : des cultures à irriguer, les agriculteurs établissent ensemble les règles souvent complexes qui permettent de répartir l'eau pour garantir les récoltes et assurer la pérennité de l'accès à long terme.

Chacun est libre de créer, de réutiliser, de compléter et de corriger les articles de la célèbre encyclopédie en ligne et multilingue. Cinq principes fondateurs constituent le fondement des règles d'usage encyclopédisme, neutralité de point de vue, liberté du contenu, savoir-vivre communautaire et souplesse des règles.

Wikipedia



LES DEUX ENCLOSURES DES **Communs**



De la fin du Moyen-Âge au XVIII^e siècle, les coutumes anciennes autorisant à rechercher de la nourriture, ramasser du bois de chauffage ou faire paître les bêtes dans le domaine royal ou sur les terres communales, sont remises en cause.

À l'instar du commerce triangulaire et de l'expansion coloniale, ce mouvement de désintégration sociale, dit des enclosures, peut-être considéré comme marquant la naissance de la modernité industrielle et du capitalisme.

Les champs ouverts sont progressivement privatisés et divisés, notamment pour l'agriculture ou l'élevage des moutons destinés aux filatures de laine. Privé de leurs moyens de subsistance et en dépit de nombreuses révoltes, les paysans et les pauvres des campagnes sont contraints de rejoindre les villes et d'accepter les travaux les plus ingrats.



Depuis les années soixante-dix cette extension du règne de la marchandise et de l'appropriation privée s'étend aux espaces publics, mais surtout aux idées et aux organismes vivants. En 1980, la Cour suprême des États-Unis autorise le dépôt d'un brevet sur une bactérie au prétexte que « tout ce qui, sous le soleil, est fait par l'homme ». Sous la pression de Disney, les droits d'auteurs sont sans cesse prolongés (70 ans) avant de rejoindre le domaine public.

Des conflits opposent les industries pharmaceutiques et les pays qui souhaitent protéger leur **biodiversité** et **les savoirs traditionnels**, ou encore produire leurs propres médicaments.



LA RENAISSANCE DES **Communs**



En **1968**, le biologiste **Garrett Hardin** publie dans la revue Science un article « **La tragédie des communs** » qui va faire date. Il y raconte une histoire de bergers qui préfèrent avoir toujours plus de moutons au détriment des pâturages communs et de leurs collègues. Il en conclut que pour éviter l'épuisement ou la pollution de ressources limitées, il n'y a pas d'autres solutions que leur privatisation ou leur nationalisation.



La politiste américaine, **Elinor Ostrom**, s'oppose alors à cette vision simpliste. Elle constate que l'on trouve des communs partout dans le monde et qu'ils ne sont pas marginaux ; elle estime à plus de deux milliards les personnes concernées.

Elle étudie les communs sur le terrain dans divers domaines — prairies, forêts, pêches, irrigation, etc. — et montre qu'ils fonctionnent plutôt bien, et ce, en dehors de la propriété privée ou publique.

Enfin, pour des communs importants, elle souligne la nécessité d'une gouvernance décentralisée basée sur l'imbrication des échelles. Pour ce travail et contre toute attente, Elinor Ostrom reçoit le **prix Nobel en 2009**.



les caractéristiques d'un commun

- ✓ La ressource et les parties prenantes sont clairement définies
- ✓ Le fonctionnement est adapté aux conditions locales
- ✓ Les parties prenantes discutent collectivement des règles
- ✓ La surveillance est prise en charge par les parties prenantes
- ✓ Les sanctions sont graduelles et différenciées
- ✓ Il existe un mécanisme pour résoudre rapidement les conflits
- ✓ L'état reconnaît ce fonctionnement

FRAGILITÉ DES communs NATURELS



La remunicipalisation de l'eau à Naples

En juin 2011, à la suite d'une importante mobilisation populaire, les Italiens ont voté massivement pour refuser (entre autre) **la privatisation de la gestion de l'eau**. Naples fut la première mairie en Italie à considérer l'eau comme un **bien commun** et à s'organiser pour que le service de l'eau soit géré en dehors du marché, du profit et de la concurrence. Qui plus est, elle a associé les citoyens à la gouvernance au niveau de la gestion, comme au niveau des propositions et du contrôle. Cette mobilisation a conduit au *Manifeste de Naples du mouvement européen pour l'eau comme bien commun*. Un réseau ouvert, participatif et pluraliste, ayant pour objectif de renforcer la reconnaissance de l'eau comme bien commun et comme droit fondamental universel.

Le juriste *Ugo Mattei* considère que « les biens communs ne sont pas des marchandises, mais une pratique politique et culturelle qui appartient au domaine de l'être ensemble ». Il rappelle que, contrairement aux biens privés, les biens communs ne sont pas garantis par le droit face à l'appropriation et à la marchandisation.



Terre de liens est un réseau associatif qui acquiert et gère des terres agricoles pour en assurer la préservation à long terme par un usage écologique et responsable. Ces terres sont confiées à des agriculteurs, pour une production biologique ou paysanne.

DES BIENS COMMUNS AUX communs

Ce n'est pas la nature d'un bien qui le place comme un commun mais la communauté s'organise pour le faire vivre. Ainsi, le climat est un bien commun qui concerne tous les terriens, mais il ne deviendra un commun qu'avec une gouvernance mondiale conséquente. **Pierre Calame** identifie des catégories de biens en fonction de leur nature et de leur finalité en posant la question : « **Qu'advient-il quand on veut partager ce bien ?** »

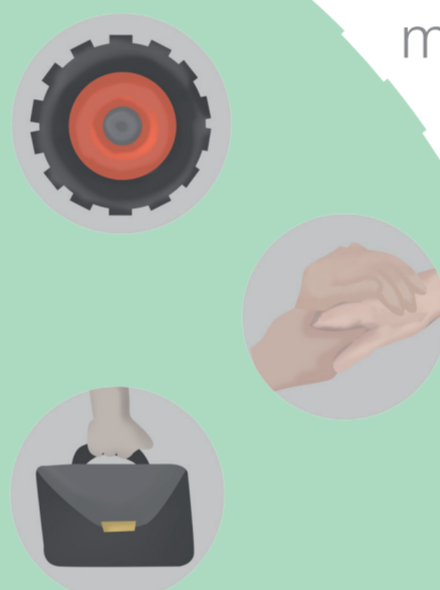
Les biens qui se multiplient en se partageant

Ce sont toutes les productions d'esprit, toutes les productions résultant de l'échange d'expériences, de la diffusion des savoir-faire. Le marché en fabrique la rareté artificielle. C'est la mutualisation qui est pour eux le régime de gouvernance le plus légitime.



Les biens qui se divisent en se partageant

et qui reposent sur le travail humain. Biens industriels et services à la personne en font partie. C'est la catégorie pour laquelle la gestion pour le marché est légitime, même si la société peut lui préférer des formes plus coopératives.



Les biens qui se détruisent en se partageant

Le patrimoine historique ou les écosystèmes en font partie. Ces biens ne peuvent être gérés par le marché et impliquent une forme de gestion publique.



Les biens qui se divisent en se partageant mais sont en quantité finie

Ressources naturelles, l'énergie fossile, l'eau, les sols, etc. Pour ces biens, les régimes de gouvernance doivent procéder à la fois d'un principe de justice et d'un principe d'efficacité, par exemple en établissant des quotas.



LES **Communs** PRIVILÉGIENT L'USAGE À LA PROPRIÉTÉ

Classiquement, *un propriétaire* peut user et abuser de son bien. A contrario, les communs laissent la place à une forme de propriété commune originale conçue comme un ensemble de droits distincts et distribués de plusieurs manières entre les parties prenantes.

	Propriétaire sans droit d'aliénation	Détenteur de gestion	Utilisateur autorisé	Propriétaire
Droit d'accès et prélèvement (cueillir des champignons en forêt)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Droit de gestion (préciser les modalités d'usage)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Droit d'exclure (décider qui aura le droit d'accéder)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Droit d'aliéner (de vendre ou de ne pas entretenir)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>

A la suite des travaux de *Orstom* et d'autres chercheurs, **Fabienne Orsi** rappelle que « Ceder des droits de propriété complets ne garantit pas la réduction de la dégradation des ressources et leur surexploitation » et que « la propriété ne peut se concevoir que comme relative et partagée entre plusieurs acteurs. La notion de faisceaux de droits autorise à penser des formes de propriété partagée au sein même d'une communauté mais aussi des formes de propriété hybride où la distribution des droits s'opère entre l'État (ou l'autorité publique) et une communauté, ou encore entre communauté et individus ou bien encore, entre État et individus. »

LES HACKERS AUX ORIGINES DE NOUVEAUX communs.



A partir des années soixante dix, le code de la propriété intellectuelle a été considérablement durci et son application s'est étendu aux logiciels. Des informaticiens se sont vu interdire l'accès au code des programmes qu'ils échangeaient **librement** jusqu'alors. En réaction, **Richard Stallman** a créé la licence publique générale GNU (GPL). Une licence est un contrat entre le développeur, le propriétaire du code, et l'utilisateur. L'originalité de la GPL est qu'elle ne stipule **aucune restriction à l'utilisation, la copie, l'étude et la modification du logiciel**, il en autorise même la redistribution pour autant qu'elle s'effectue dans les mêmes conditions. Il prend ainsi le contrepied des licences propriétaires habituelles.

Cette évolution a aussi été confortée par la popularisation de **l'informatique et de l'internet**. En effet, de nombreux groupes se sont constitués pour développer des **logiciels libres**, le plus célèbre étant **Linux**, ou coopérer pour produire et partager des contenus numériques. De partout, des chercheurs, créateurs, des professionnels et des amateurs ont commencé à distribuer librement et gratuitement leurs codes, textes, photos, vidéos, etc. dans l'espoir que leurs travaux retiennent l'attention d'autres personnes, ou d'autres collectifs et soient réutilisés.



Libre Office

Une suite bureautique



Firefox

Un navigateur web



Thunderbird

Un client de messagerie



VLC

Un lecteur multimédia

moteur de recherche de média libre



cc creative commons

D'autres licences de ce type ont vu le jour pour les logiciels mais aussi pour les documents numériques, notamment les **Creative commons**.

TOUS LES COMMUNS SONT DES **communs** DE LA CONNAISSANCE

Superficiellement, les **communs numériques** — immatériels — et les **communs naturels** ou fonciers — matériels —, paraissent très différents. *Ce n'est pas le cas*. Constatant que le principe d'un commun n'est pas la nature de la ressource mais le collectif humain qui s'en occupe, **David Bollier** affirme que tous les communs sont des communs de la connaissance (même les communs naturels), et tout les communs ont un fondement matériel (même les communs numériques ont besoin d'ordinateurs, d'électricité et autres). Les commoners, pour reprendre son expression, mobilisent de nombreuses connaissances, des savoirs faire pour exploiter et gérer sagement la ressource en question et des savoirs être importants dans les discussions et négociations relatives aux décisions à prendre collectivement.



Les livres et les semences sont indubitablement des biens matériels, sensibles aux prélèvements, à la dégradation et à l'accaparement. Cependant, on ne peut pas ne pas les considérer aussi pour les connaissances et la science qu'ils portent.



FAIRE VIVRE LES

communs

EN PRATIQUE

IL Y A DE MULTIPLES OCCASIONS
DE FAIRE VIVRE LES COMMUNS...

Le **Commonspoly** est un jeu de table qui détourne le principe du Monopoly pour réfléchir aux enjeux et aux mécanismes des communs. L'objectif principal donné aux joueurs est d'élargir le champ des communs pour prévenir leur accaparement par les acteurs du secteur privé ou la mise sous gestion publique.

Situations du jeu

- ✓ communs de l'espace public
- ✓ communs de la connaissance
- ✓ communs des ressources naturelles
- ✓ communs de la santé et du bien vivre

